

Le Mali expose sa vitrine aux investisseurs marocains

• **Tourisme, mines et agriculture, trois secteurs clés**

• **Offres de garanties juridiques pour les investisseurs**

DEUX mois après la visite officielle de Sa Majesté le Roi et les conventions de partenariat conclues avec les opérateurs marocains, le ministre malien de l'Industrie et des Investissements, Moustapha Ben Barka, est venu faire le service après-vente à la Chambre française de commerce et de l'industrie (CFCIM). Devant un auditoire composé de chefs d'entreprise, le ministre a surtout vendu les opportunités d'affaires de son pays et la normalisation politique retrouvée à Bamako. Pour le ministre, le rétablissement des institutions constitutionnelles dans le pays pose les bases de la sécurité pour les investisseurs.

L'objectif stratégique est d'accélé-

rer la croissance, et de hisser à terme le pays au rang des économies émergentes. Dans les 5 prochaines années, l'économie va croître de 6,1% en moyenne, selon les prévisions gouvernementales.

Le Mali, 14,5 millions d'habitants, possède une économie basée essentiellement sur le secteur primaire et tertiaire. Dans l'agriculture, les besoins sont immenses et le pays dispose d'un potentiel de terres arables non encore exploitées. Sur une superficie de 2,2 millions d'hectares de terre irrigable, seuls 7% sont mis en valeur. Pour Bamako, l'agriculture est donc une des vitrines de l'offre aux investisseurs. Et les nombreux opérateurs présents dans la salle ont probablement capté le message.

Les mines, dont le secteur aurifère est un des fers de lance de l'économie. Avec 50 tonnes de production annuelle d'or, le potentiel fait saliver les grands groupes miniers. Le Mali possède également des réserves en fer, en uranium et en pétrole. Pour peu qu'une réponse aux énormes besoins de ces industries en énergie soit



Moustapha Ben Barka, ministre de l'Industrie et des Investissements du Mali: «Le Mali ouvre aux investisseurs un grand marché dont celui de la Cedeao» (Ph. Khalifa)

apportée, l'économie minière créerait encore plus de richesses qu'aujourd'hui.

La dépendance aux énergies fossiles peut être atténuée par l'énergie solaire mais aussi, la biomasse. Deux domaines sur lesquels les investisseurs peuvent se greffer.

Le gouvernement cherche à relancer le tourisme qui s'est effondré après l'occupation du nord du pays par les groupes djihadistes. Malgré l'opération «Serval», le secteur reste fragile et souffre de la méfiance des tour-opérateurs. Bamako mise sur sa situation géographique (à une heure des capitales des pays de la Cedeao) pour faire redémarrer le tourisme culturel par des circuits des villes classées au patrimoine de l'Unesco comme la célèbre Tombouctou.

La position de «hub stratégique de l'Afrique de l'Ouest» que convoite le Mali sera un challenge plus dur à relever. Car la concurrence est très vive, notamment avec la Côte d'Ivoire et le Sénégal.

Ayant retrouvé une certaine stabilité politique, le gouvernement s'attarde désormais sur la justice. En effet, pour offrir un cadre propice aux investissements, le pays doit pouvoir garantir la stabilité et l'égalité entre les investisseurs. Le ministre du Commerce, Abdel Karim Konaté, affirme que l'assainissement de l'environnement des affaires ainsi que la facilitation de l'implantation des investissements constituent un minimum pour attirer l'investissement. C'est pourquoi, poursuit-il, le gouvernement envisage de généraliser le document de transit unique aux frontières afin de simplifier les procédures. Pour l'instant, il n'existe qu'avec le Sénégal. Il y a enfin, l'incitation fiscale avec un taux de l'impôt sur les sociétés de 25%. □

Sarrae BOUAYAD